

*Questions orales*

A 3 heures cet après-midi, j'entends présenter une motion des voies et moyens visant à frapper d'une charge additionnelle tous les pétroles, importés ou canadiens, pour faire face aux frais supplémentaires consécutifs à la décision du gouvernement de l'Alberta. La charge supplémentaire sera d'environ 75c. le baril, soit l'équivalent de 0.5c. le litre d'essence à la pompe. J'espère que le gouvernement de l'Alberta décidera de renoncer à cette réduction des approvisionnements, nous abolirons à notre tour cette charge additionnelle.

**M. Waddell:** Madame le Président, le ministre et le parti libéral viennent tout juste de manquer à leur promesse électorale d'empêcher le prix du pétrole de dépasser \$4.50 le baril en 1981.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**M. Waddell:** Je sais que les deux-tiers de mes amis à ma droite voudraient me faire perdre contenance.

LA POSITION DE NÉGOCIATION DES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL  
ET PROVINCIAUX

**M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances et concerne la question de la souplesse. La semaine dernière, j'ai proposé au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources trois modifications possibles à la politique énergétique nationale. C'est à lui que j'ai fait ces suggestions parce qu'on m'a renvoyé à lui. La première consistait à remplacer la taxe de 8 p. 100 à la tête du puits par une taxe générale sur les sociétés. La deuxième était de modifier la taxe à l'exportation sur le gaz naturel. La troisième était de réduire ou de supprimer le fonds de développement de l'Ouest et de laisser cet argent aux provinces pour qu'elles le dépensent comme bon leur semble. Le ministre est-il disposé à se montrer plus souple avec l'Alberta pour l'amener à l'être elle-même, de manière à mettre fin à l'affrontement incroyable qui divise le Canada à l'heure actuelle?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, le gouvernement a déclaré à maintes reprises qu'il était disposé à négocier avec l'Alberta une entente sur le prix du pétrole. Il va sans dire que dans toutes négociations menées de bonne foi, il faut faire preuve de souplesse. Autrement, il est inutile de négocier. Le député admettra qu'on ne commence pas par dire, avant les négociations, dans quelle mesure on est prêt à se montrer souple. Il me semble qu'on ne pourra se montrer souple qu'une fois les négociations en cours et après que l'Alberta aura aussi déclaré qu'elle tient à négocier et qu'elle est disposée à faire également preuve de souplesse. Ce n'est que dans ces conditions que nous pourrions entamer les négociations très importantes que le député réclame.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

EL SALVADOR—LES INSTANCES FAITES PAR UN REPRÉSENTANT  
DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

**L'hon. Allan Lawrence (Durham-Northumberland):** Madame le Président, je voudrais ramener le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à la situation tragique et troublée au Salvador. De toute évidence, l'attitude du ministre ainsi que celle du gouvernement canadien à l'égard du Salvador ont changé radicalement—du jour au lendemain—par suite d'instances faites à Ottawa par un représentant du gouvernement américain qui a sans doute dit au ministre que les États-Unis avaient la preuve que le conseil socialiste révolutionnaire obtenait des armes communistes pour lutter contre la junte. Quelle preuve le représentant américain a-t-il fournie au ministre à l'appui de son allégation?

**L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, ce qui a changé, c'est que j'ai été mis au courant de la situation durant mon entretien avec le secrétaire d'État, M. Haig. Auparavant, je m'étais entretenu avec la commission diplomatique représentant la gauche au Salvador. Celle-ci nous a garanti que toutes les armes étaient achetées sur le marché ouvert, le marché international, et qu'aucune arme n'avait été fournie par des pays du bloc de l'Est.

M. Haig m'a dit qu'il avait la preuve que les armes livrées au Salvador étaient des armes confisquées aux Américains durant la guerre du Vietnam et qu'elles étaient acheminées par un réseau communiste international qui passe par Cuba et par le Nicaragua. Depuis lors, le gouvernement américain a envoyé des délégués non seulement au Canada mais dans d'autres pays étrangers pour montrer les preuves. Je ne les ai pas vues de mes propres yeux mais les fonctionnaires du ministère les ont vues. Il s'agit de documents qui ont été saisis au Salvador par les troupes gouvernementales; il y a notamment des lettres qui, d'après la plupart des observateurs, prouvent avec une certitude quasi absolue que certains pays du bloc de l'Est ont expédié des armes au Salvador.

LA NATURE DE LA PREUVE CONCERNANT LES ARMES UTILISÉES  
AU SALVADOR

**L'hon. Allan Lawrence (Durham-Northumberland):** Le ministre le sait bien maintenant, madame le Président, des dépêches provenant de sources indépendantes et faisant autorité en Amérique du Sud, ces trois ou quatre derniers jours surtout, ont démontré que les seules armes présentement utilisées au Salvador sont de fabrication occidentale, et non communiste. Je demandais en réalité au ministre de justifier son attitude et sa prise de position en nous disant quelle preuve au juste on lui avait présentée. S'agit-il de photos des armes capturées? De quelle preuve s'agit-il? Nous voulons nous aussi connaître les faits. Quelle preuve au juste a-t-on présentée au ministre pour le faire ainsi changer d'attitude?